

Actualité | Débats & Opinions

## France-Grande-Bretagne, un couple qui sous-estime son potentiel

Par Karine Lisbonne de Vergeron \* « Londres est en passe de devenir la septième ville de France, avec quelque 300 000 de nos concitoyens résidant dans la capitale britannique » .

Publié le 31 janvier 2007

Actualisé le 31 janvier 2007 : 06h00

C'est à Londres que Nicolas Sarkozy a effectué hier sa première grande réunion publique à l'étranger en tant que candidat à l'élection présidentielle. Londres qui est en passe de devenir la septième ville de France, avec, selon plusieurs estimations, quelque 300 000 de nos concitoyens résidant dans la capitale britannique. Car il est clair qu'aujourd'hui l'une des parties les plus dynamiques de la jeunesse française décide de s'installer outre-Manche pour trouver un emploi, certainement le phénomène le plus important de ces trois dernières années dans la communauté française expatriée. En pratique, le Royaume-Uni affiche un taux de chômage actuel de 5,5 % contre 8,8 % en France au troisième trimestre 2006. Selon une étude récente du cercle d'outre-Manche, la Grande-Bretagne, pays du plein-emploi, compte aujourd'hui quatre millions d'actifs de plus, pour une population de 60 millions d'habitants contre 62 millions pour la France. Ces emplois n'en sont pas moins de bonne qualité. La flexibilité de l'emploi britannique ne pourrait-elle servir d'inspiration aux Français ?

Un tel phénomène doit cependant être considéré dans un contexte plus large de convergence possible entre la France et le Royaume-Uni. À plus d'un titre, le modèle anglais fait aussi l'objet de controverses croissantes sur des sujets de politiques intérieures où le modèle français offre un attrait certain, très récemment dans le cadre du débat sur le port du voile, mais également sur le plan de la qualité de vie. Car si 81 % des musulmans britanniques se considèrent avant tout musulmans, selon une étude du Pew Centre, seuls 46 % des musulmans français privilégient leur appartenance religieuse au sentiment d'être français.

Vue de Londres, le thème de la laïcité sert d'exemple dans un contexte où les vertus du multiculturalisme culturel britannique sont largement remises en cause et notamment sur la question du maintien des écoles religieuses dites *faith schools*. Par ailleurs, en regard, 22 % des citoyens britanniques souhaiteraient aujourd'hui être nés français, selon un sondage paru dans *The Guardian* le 9 octobre 2006, tandis que plus de 37 % de la population de moins de 50 ans déclare préférer la France comme lieu de retraite, contre 30 % qui resterait outre-Manche. Selon une autre étude publiée dans *The Sunday Times* le 21 janvier, plus de 130 000 citoyens britanniques résident aujourd'hui en France, pour la majorité dans des régions rurales, portrait en miroir de la campagne anglaise des années 1950. En tout état de cause, aucun autre couple de pays ne partage le même degré et la même intensité d'histoire que la France et la Grande-Bretagne. Et à tous deux, unis, ces deux pays représenteraient aujourd'hui une force considérable, si ce n'est, de facto, la troisième puissance économique mondiale et un acteur clé dans le domaine de la défense.

Par ailleurs, une telle convergence est d'autant plus significative en termes d'agenda politique : si la France élit son nouveau président en avril, Gordon Brown, pressenti pour être le successeur de Tony Blair à la tête du gouvernement, devrait, selon nombre d'experts britanniques, rejoindre le 10 Downing Street dès le mois de juillet. D'aucuns anticipent en particulier une volonté affirmée de se différencier des actions de Tony Blair sur le plan des affaires étrangères, au premier rang desquelles un retrait anticipé de l'Irak, souhaité par la majorité de la population outre-Manche, et un possible recentrage sur les questions européennes. Nous aurions tort de ne pas en prendre la mesure. Le Parti travailliste pourrait ainsi être tenté, tout au moins pour des raisons tactiques si ce n'est de conviction, d'avancer l'agenda européen, sur le plan de l'environnement ou dans le cadre d'une relance possible d'un projet de minitraité face à David Cameron, chef du Parti conservateur, qui affiche une position antieuropéenne affirmée. Ne pourrait-on voir là une opportunité de rapprochement entre Paris et Londres ?

\* Chercheur associé à Chatham House, Londres.

**LE FIGARO** · fr

Actualité. Economie. Sports. Culture Loisirs. Madame. Immobilier. Emploi. Pratique.